

« Une vérité est un mensonge répété mille fois »

# Huit légendes médiatiques **sur** l'Irak

par Jack Naffair

L'administration Bush a requis les services de cabinets de relations publiques (Hill & Knowlton's, Rendon Group, etc.) pour répandre diverses allégations à propos de l'Irak et les répéter sans relâche dans la presse. Compte tenu de la multiplicité des canaux de diffusion utilisés et par la seule force de la répétition, ces assertions parviennent au statut d'évidences communément acceptées. C'est ainsi qu'on les retrouve au fil des articles d'actualité ou sur les plateaux de débats télévisés sans qu'aucun journaliste ne prenne plus la peine d'en vérifier l'authenticité. Les plus populaires de ces mythes sont réunis ici.



1)

**« En 1991 l'Irak a massacré des Chiites qui s'étaient soulevés contre le régime. Selon les estimations du gouvernement états-unien, de 30 000 à 60 000 Chiites ont été tués. »**

Les opposants au régime irakien ont mené une offensive contre le pouvoir en 1991, après la campagne de bombardements de la coalition internationale. Mais, comme en témoigne, entre autres, Jawad Bashara, un proche du Parti communiste irakien et membre du Forum irakien qui réunit des opposants à Saddam Hussein installés à Paris : *« En 1991, le soulèvement populaire avait libéré quatorze grandes villes et la moitié de Bagdad, mais les Américains ne voulaient pas d'un pouvoir alternatif dominé par les Chiites, sous prétexte qu'ils pourraient faire une alliance avec l'Iran. Ils ont desserré le blocus autour de la garde républicaine et lui ont permis d'utiliser les armes de destruction massive, les missiles sol-sol, l'aviation, tout ce qui était interdit par les accords de cessez-le-feu, pour réprimer le soulèvement dans le sang. »* [1]

La réalité est plus complexe que la propagande. La politique des Etats-Unis dans cette région est dominée, depuis la révolution khomeyniste, par la volonté d'affaiblir les mouvements chiites en général et l'Iran en particulier. C'est pourquoi, les Etats-Unis ont financé et armé le régime de Saddam Hussein pour qu'il attaque l'Iran. puis, après la guerre du Golfe, ils ont continué à instrumentaliser le régime de Saddam Hussein, cette fois pour réprimer les mouvements chiites irakiens.

► **Objectif** : faire de Saddam Hussein un nouveau Staline en lui attribuant la responsabilité exclusive d'une répression de masse.

## 2)

### « Saddam Hussein a gazé plus de 5 000 Kurdes à Halabja en 1988 »

Les seules informations dont nous sommes sûrs est qu'une bataille entre l'Iran et l'Irak a eu lieu dans la zone d'Halabja, que les deux camps ont utilisé des gaz de combat interdits et que des civils kurdes, pris entre deux feux, ont été tués par ces gaz.

Le massacre d'Halabja n'avait pas soulevé de protestation de la communauté internationale, en mars 1988. À l'époque, il était admis que les civils avaient été tués « collatéralement » à la suite d'une erreur de maniement des gaz de combat. Deux ans plus tard, lorsque la guerre Irak-Iran prit fin et que les Occidentaux cessèrent de soutenir Saddam Hussein, le massacre d'Halabja fut attribué aux Irakiens. Un rapport classifié de l'Army War College démontra, en 1990, que cette imputation était peu crédible. Le *Washington Post* du 4 mai 1990 le résuma en ces termes : « *L'affirmation iranienne du 20 mars [1990] selon laquelle la plupart des victimes d'Halabja a été empoisonnée par du cyanide a été considérée comme un élément clé [...]. Nous savons que l'Irak n'utilise pas de gaz cyanide. Nous avons une très bonne connaissance des agents chimiques que les Irakiens produisent et utilisent, et nous savons ce que chacun ne fait pas.* »

Récemment, Stephen C. Pelletiere, un analyste politique pour l'Irak à la CIA pendant la guerre Iran-Irak puis professeur à l'Army War College qui participa à la rédaction du rapport, rappela dans le *New York Times* que le massacre d'Halabja était un crime de guerre, probablement commis par l'armée iranienne, et non un crime contre l'humanité commis par l'armée irakienne. Et, qu'en aucun cas, il ne s'est agit de l'assassinat délibéré de populations civiles (voir le résumé de la [tribune libre de Stephen C. Pelletiere dans Tribunes libres internationales](#)).

► **Objectif** : faire de Saddam Hussein un nouvel Hitler en lui imputant des crimes contre l'humanité.

### 3)

**« Bagdad prétend qu'en douze ans l'embargo a causé la mort de centaines de milliers d'enfants et de personnes âgées alors qu'elles ont été victimes du régime de Saddam Hussein. »**

Les sujets de presse sur les sanctions infligées à l'Irak commencent souvent par « Saddam prétend que... ». En fait, il existe, en la matière, des rapports précis provenant d'organismes internationaux reconnus.

Dès mars 1996, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) publiait un rapport alarmant sur la dégradation de la situation sanitaire en Irak ([Rapport - Synthèse](#)). L'OMS attribuait directement aux sanctions l'augmentation de 600 % de la mortalité juvénile depuis 1990.

[L'OMS impute également à l'embargo](#) le développement et la réapparition de maladies infantiles qui étaient en voie de disparition. L'Unicef a publié un [rapport en août 1999](#) montrant que les sanctions contre l'Irak ont contribué à la mort de 500 000 enfants.

► **Objectif** : masquer la responsabilité des États-Unis et du Royaume-Uni dans le maintien de l'embargo et occulter que ce maintien est un crime contre l'humanité. En une occasion cependant, la responsabilité états-unienne avait été reconnue et assumée. On se souvient, en effet, que le 12 mai 1996, Madeleine Albright, alors secrétaire d'État, avait été interrogée sur les conséquences des sanctions par le journaliste Leslie Stahl qui lui demandait :

*« Nous avons entendu qu'un demi-million d'enfants [en] sont morts. C'est supérieur au nombre d'enfants tués à Hiroshima. Est-ce que cela en valait vraiment la peine ? »*

Mme Albright avait répondu : *« Je pense que c'est un choix très difficile, mais nous pensons que cela en vaut la peine »* [2].

#### 4)

### « Mauvaise foi de Saddam Hussein : il prétend qu'en 1998, les inspecteurs de l'ONU étaient des espions. »

C'est aussi ce qu'affirmait le *New York Times* à la « Une », le 7 janvier 1999 : « Des officiels états-uniens ont déclaré aujourd'hui que des espions américains ont travaillé secrètement dans les équipes d'inspecteurs des Nations Unies. » [3]

Le 6 janvier 1999, le *Boston Globe* rapportait, quant à lui, que des agents secrets états-uniens « ont mené une ambitieuse opération d'espionnage conçue pour pénétrer les services de renseignement irakiens et suivre les mouvements du leader irakien Saddam Hussein, selon des sources des États-Unis et de l'ONU ». [4]

Le *Washington Post* du 2 mars suivant a indiqué en première page que les États-Unis « ont infiltré des agents et du matériel d'espionnage pendant trois ans au sein des équipes d'inspection en armement de l'ONU en Irak afin de surveiller l'armée irakienne, à l'insu des Nations Unies. » [5]

L'information fut mise en doute, mais lorsque la presse demanda un démenti officiel, « les porte-parole de la CIA, du Pentagone, de la Maison Blanche et du Département d'État ont refusé de démentir catégoriquement » (*Washington Post* du 2 mars 1999). [6]

En septembre 1991 déjà, l'ONU avait adressé une « réprimande publique » à David Kay, un inspecteur états-unien de la commission spéciale de désarmement en Irak, accusé de fournir des informations directement à Washington avant l'ONU [7]

► **Objectif** : faire croire que l'Irak n'a jamais véritablement accepté les inspections.

## 5)

### « Les inspecteurs de l'ONU ont été expulsés par l'Irak, en 1998. »

Informé d'une campagne de bombardement imminente, Richard Butler, le chef des inspections de l'époque, a décidé de retirer son personnel (Opération « Renard du désert » lancée le 16 décembre, 415 missiles de croisière tirés, 600 bombardements).

Relatant ce retour, le *Washington Post* du 18 décembre 1998 écrit : « Butler a ordonné à ses inspecteurs d'évacuer Bagdad, anticipant une attaque militaire, mardi soir » [8]. Confirmant qu'il s'agit bien d'un départ volontaire et non d'une expulsion, *USA Today* du 17 décembre 1998 rapporte que « l'ambassadeur russe, Sergéï Lavrov, a critiqué Butler pour son évacuation des inspecteurs d'Irak, mercredi matin, sans demander l'autorisation au Conseil de sécurité ». [9]

► **Objectif :** prétendre que Saddam Hussein a volontairement interrompu les inspections pendant plusieurs années pour reconstituer son arsenal à l'abri des regards.

## 6)

### Début 2003, l'Irak dispose de missiles à longue-portée.

Lors d'une rencontre avec Jose Maria Aznar le 22 février 2003, George W. Bush a évoqué les missiles irakiens Al-Samoud 2 comme des missiles à longue-portée. En fait, les missiles incriminés figuraient dans la déclaration de 12 000 pages remise par l'Irak à l'ONU, le 7 décembre 2002. Dans une interview au *Monde*, Corinne Heraud, une inspectrice française de l'ONU explique qu'en octobre 2002 déjà, Bagdad avait déclaré que certains essais avaient dépassé la limite de 150 km. Lorsque, à la demande d'Hans Blix, un groupe d'experts a rendu ses conclusions sur les Al-Samoud 2, le 12 février, John Negroponte ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, a qualifié l'information de « découverte » de « missiles violant les résolutions de l'ONU », suggérant qu'il s'agissait d'une trouvaille inédite. Cette mise en scène, sous forme de scoop, a été reprise par de nombreux médias . Ainsi, la RTBF ou RFI entre autres, présentaient le 12 février comme une révélation « exclusive » ce qui n'était que la confirmation officielle de ce que l'Irak avait déclaré plusieurs mois auparavant. Selon *Associated Press*, Hans Blix aurait annoncé en janvier que 40 essais avaient été effectués sur les missiles al-Samoud 2. Treize tirs auraient dépassé les 150 kilomètres autorisés par la résolution 687 et seul un tir aurait atteint 182 kilomètres. Le dépassement des 150 km est dû, selon Tarek Aziz vice-Premier ministre irakien, au fait que ces tests ont été effectués avec des vecteurs non chargés (ils peuvent transporter jusqu'à 300 kg de charge) et non équipés de dispositifs de guidage. L'ambassadeur irakien auprès de Nations Unies, a déclaré le 12 février que son gouvernement souhaitait qu'une commission vienne vérifier la portée réelle des missiles.

► **Objectif** : faire croire que l'Irak représente aujourd'hui une menace pour ses voisins.

7)

**« L'Irak n'est pas autorisé à survoler les "zones d'exclusion aérienne" recouvrant les 2/3 de son territoire. »**

Les zones d'exclusion aérienne qui comprennent les parties de l'Irak situées au nord du 36ème parallèle et au sud du 32ème parallèle ont été imposées par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, 18 mois après la guerre du Golfe. Depuis, la France est revenue sur sa position et a dénoncé ces zones. Le 3 septembre 1996, les États-Unis ont décidé unilatéralement d'étendre la zone du 32ème au 33ème parallèle. Au regard du droit international et en vertu de l'article 51 de la Charte des Nations Unies, l'Irak conserve le droit de se défendre sur l'ensemble de son territoire, y compris au dessus des zones déclarées « d'exclusion aériennes » par les États-Unis.

► **Objectif** : donner une apparence de légitimité aux raids aériens britanno-états-uniens contre les positions défensives irakiennes dans les zones d'exclusion aérienne.

## 8)

### « La guerre permettra de désarmer efficacement l'Irak. »

De 1991 à 1998, la première série d'inspections a permis d'éliminer bien plus d'armes que les six semaines de bombardements. En 1994, l'AIEA se déclarait « convaincue que, par suite des mesures de destruction, d'enlèvement et de neutralisation, qui ont été prises jusqu'ici, il n'est matériellement plus possible à l'Iraq de produire des armes nucléaires ou des matières utilisables dans les armes nucléaires ».

Selon l'États-unien Scott Ritter, ancien inspecteur de l'UNSCOM, « depuis 1998, l'Irak est grosso modo désarmé : de 90 à 95 % de ses capacités en armes de destruction massive ont été éliminées, et ce de façon vérifiable » *Interview dans The Guardian*.

► **Objectif** : justifier l'attaque contre l'Irak.

De nombreuses références reprises dans cet article ont été trouvées sur le [site du collectif FAIR](#) « Fairness & Accuracy In Reporting »

**Jack Naffair**  
**Les articles de cet auteur**  
**Envoyer un message**

[1] *L'Humanité* du 20 novembre 2002 : <http://www.humanite.presse.fr/journ...>

[2] Emission « 60 minutes » sur CBS, le 12 mai 1996. Leslie Stahl : - We have heard that a half million children have died. I mean that's more children than died in Hiroshima. And - you know - is the price worth it ? Madeleine Albright : - I think this is a very hard choice, but the price - we think the price is worth it.

[3] « United States officials said today that American spies had worked undercover on teams of United Nations arms inspectors. » ([Copie de l'article](#) « carried out an ambitious spying operation designed to penetrate Iraq's intelligence apparatus and track the movement of Iraqi leader Saddam Hussein, according to U.S. and U.N. sources ».

[Copie de l'article sur globalpolicy.org](#) « Infiltrated agents and espionage equipment for three years into United Nations arms control teams in Iraq to eavesdrop on the Iraqi military without the knowledge of the U.N. agency. » ([Copie de l'article](#))

[6] « spokesmen for the CIA, Pentagon, White House and State Department declined to repeat any categorical denials », *Washington Post*, 2 mars 1999 ([Copie de l'article](#))

[7] (*Le Monde*, 3 octobre 1991, « Controverse à l'ONU sur la mission nucléaire en Irak Les informations recueillies à Bagdad n'auraient pas dû être transmises d'abord aux États-Unis »)

[8] « Butler ordered his inspectors to evacuate Baghdad, in anticipation of a military attack, on Tuesday night »

[9] « Russian Ambassador Sergei Lavrov criticized Butler for evacuating inspectors from Iraq Wednesday morning without seeking permission from the Security Council. »